

Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement du Centre

St Cyr en Val, le

Unité territoriale du Loiret

**INSTALLATIONS CLASSEES**

-----  
**Société SOCOS**

-----  
**Commune d'ORLEANS**

-----  
**Arrêté préfectoral complémentaire (Calendrier  
de mise en conformité IPPC et remise d'une  
étude des dangers et d'impact actualisée)**

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

### **I – Présentation de la société et contexte :**

Les activités de chauffage urbain exercées par la société SOCOS à ORLEANS appartiennent au secteur des installations de combustion dont la puissance est supérieure à 50 MW. Les installations suivantes sont exploitées à ce jour sur le site :

- Générateur 1 (gaz naturel, puissance de 17,4 MW),
- Générateur 2 (fioul lourd, puissance de 34,9 MW),
- Générateur 3 (fioul lourd, puissance de 34,9 MW),
- Cogénération (TAG (gaz naturel), puissance de 34 MW).

Ce secteur d'activité relève de la rubrique 1.1 de l'annexe I de la Directive IPPC intitulée « Installations de combustion d'une puissance calorifique de combustion supérieure à 50MW ».

Les activités sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral du 22 novembre 1999 modifié et complété par les arrêtés du 5 janvier 2001, du 24 octobre 2005 et du 16 janvier 2009.

Dans le cadre de la mise en conformité de l'établissement avec la Directive IPPC, l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 janvier 2009 prescrit de nouvelles valeurs limites d'émissions ainsi que la réalisation d'une étude technico-économique vis-à-vis des niveaux d'émission issus de la mise en œuvre des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) définies dans les documents BREF (Best Available Techniques REference documents).

### **II – Situation actuelle et objet du présent rapport :**

L'analyse technico-économique relative à l'établissement SOCOS, transmise en juillet 2009 afin de répondre à une partie des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 janvier 2009, conclut à l'impossibilité économique pour l'établissement SOCOS dans sa configuration actuelle de se conformer aux niveaux d'émission des documents BREF pour les paramètres

NOx de la chaudière 1, poussières, SO<sub>2</sub> et CO de la chaudière 2 et poussières et SO<sub>2</sub> de la chaudière 3.

Par ailleurs, les analyses des rejets atmosphériques 2009-2010 de l'établissement mettent en évidence le non respect récurrent de la valeur limite d'émission de la chaudière 3 (fioul lourd) sur le paramètre NOx, au regard de la valeur limite d'émission prescrite à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2009 de l'établissement.

Suite à divers échanges avec l'inspection des installations classées et une réunion qui s'est tenue le 3 décembre 2010 dans les locaux de la société SOCOS, l'exploitant soumet un projet qui permettrait de mettre en conformité l'installation SOCOS.

Dans ces courriers en date du 23 novembre 2010 et du 19 janvier 2011, l'exploitant définit les modifications que subira l'établissement SOCOS situé à ORLEANS La Source et présente un échéancier de réalisation de travaux.

Selon les éléments communiqués par l'exploitant, la puissance totale de l'installation reste inchangée et sera de 121,8 MW. L'activité de combustion reste donc soumise à autorisation sous la rubrique 2910-A1. Par ailleurs, l'établissement ne sera plus soumis au régime de l'autorisation pour la rubrique 1432 « stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables » puisque les stockages actuels d'un volume équivalent de 199,53 m<sup>3</sup> (2 réservoirs de fioul lourd TBTS de 1450 m<sup>3</sup> chacun, 2 réservoirs de fioul domestique de 50 m<sup>3</sup> et 5 m<sup>3</sup>) seront remplacés par des stockages de fioul domestique d'un volume équivalent de 20 m<sup>3</sup> (5 réservoirs enfouis double enveloppe de 100 m<sup>3</sup> chacun). Pour la rubrique 1432, l'établissement sera soumis au régime de la déclaration avec contrôle périodique.

En résumé, les principales modifications de l'installation sont :

- La suppression du fioul lourd pour l'été 2012 au profit du fioul domestique,
- Le remplacement des brûleurs des générateurs 2 et 3 par 2 brûleurs mixtes bas Nox, gaz naturel (en fonctionnement de base) et fioul domestique (en fonctionnement de secours) et la requalification décennale du générateur 3. L'ensemble des modifications sera réceptionné à l'été 2012 (1<sup>er</sup> phase de travaux sur le générateur 3 à l'été 2011 et 2<sup>ème</sup> phase de travaux sur le générateur 2 à l'été 2012).

Ainsi, ces travaux permettront notamment de conformer les rejets de l'installation aux valeurs limites d'émissions définies par l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2009 et de mettre en place des technologies MTD.

### **III – Proposition de l'inspection des installations classées :**

Dans le cadre de la mise en œuvre des actions de mise à niveau des installations afin de conformer les rejets atmosphériques de l'installation SOCOS qui entre dans le cadre de la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (IPPC), l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement propose à Monsieur le Préfet du Loiret d'acter par voie d'arrêté préfectoral complémentaire l'échéancier proposé par l'exploitant pour mettre en conformité l'établissement SOCOS à ORLEANS La Source.

Par ailleurs, au regard du projet d'implantation d'une chaufferie biomasse porté par la société Dalkia Biomasse Orléans au voisinage du site SOCOS à ORLEANS La Source et de l'évolution de la méthodologie de l'étude des dangers depuis la dernière étude des dangers du dossier de demande d'autorisation d'exploiter de la société SOCOS déposée en décembre 1998, l'inspection propose dans le cadre de ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire d'imposer la transmission sous 2 mois d'une étude des dangers actualisée et d'une étude d'impact qui permettront d'établir la démonstration du caractère non substantielle des modifications de l'établissement SOCOS et d'actualiser les prescriptions vis-à-vis des installations futures via des prescriptions complémentaires et actualisées dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement après réception des éléments.

L'étude des dangers présentera une évaluation et une quantification des scénarios de dangers qui seront réalisées selon une analyse des risques, en intégrant la dernière réglementation en vigueur. L'étude d'impact devra entre autre permettre à l'exploitant de se positionner vis-à-vis des valeurs limites d'émissions (VLE) définies dans l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 relatif aux chaudières présentes dans des installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth et des VLE définies dans le BREF « grandes installations de combustion ». Dans le cas, où pour certains paramètres les VLE définies dans le BREF ne seraient pas atteintes, l'étude d'impact devra exposer les raisons technico-économiques de la situation.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire reprenant les éléments précédemment énoncés est joint en annexe du présent rapport.

SIGNE

Vu et transmis avec avis conforme

SIGNE